

## Le réveil des géographes?

François Hulbert

Volume 39, numéro 108, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022526ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022526ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hulbert, F. (1995). Le réveil des géographes? *Cahiers de géographie du Québec*, 39(108), 497–507. <https://doi.org/10.7202/022526ar>

---

# Le réveil des géographes?

**François Hulbert**

Département de géographie  
Université Laval

«L'intérêt de la vérité demanderait que ceux qui réfléchissent daignassent enfin s'associer à ceux qui se remuent». Ainsi que Diderot le suggère, il n'est pas interdit de se remuer en réfléchissant, du moins d'essayer.

(*L'espace légitime, sur la dimension géographique de la fonction politique*, Jacques Lévy, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 23).

Si la géographie consiste à examiner ce qui se passe à la surface de la terre pour comprendre la dimension spatiale des sociétés, l'homme et son milieu et l'organisation des territoires à différentes échelles, la tâche du géographe est immense et sans cesse renouvelée; le potentiel de développement et d'application de la discipline ne l'est pas moins.

D'une certaine façon, on n'a jamais tant entendu parler de géographie dans les médias en général; évoquons par exemple «Le dessous des cartes» ou «Géopolis» pour ne citer que deux émissions télévisées françaises connues : «de cette géographie-là, on en mangerait tous les jours» (*Télérama*, n° 2374, 15-27 juillet 1995). Les cartes n'ont jamais été aussi bien faites, aussi diverses et adaptées à des publics variés; il suffit de penser à la palette des cartes de l'IGN en France (Institut géographique national) qu'on trouve partout, en France, qu'on peut se procurer en achetant son journal et qu'on peut même maintenant trouver régulièrement reproduites à l'intérieur d'un grand quotidien régional comme *Ouest-France*. Mais tout cela est-il vraiment de la géographie?

«Là où il y a des cartes se trouvent des géographes»<sup>1</sup>. Sans doute, mais si le géographe a besoin de cartes, celles-ci peuvent aussi facilement être élaborées sans lui. Alors attention, le géographe doit veiller à ce que la carte ne soit pas réduite à une simple affaire de technique. C'est en effet autre chose qu'une simple localisation de données; par les choix qu'elle privilégie, par ce qu'elle met en valeur et ce qu'elle laisse dans l'ombre, elle n'est pas neutre. En ne considérant pas le fait géographique comme un fait isolé, la carte est un outil de démonstration, un moyen d'action et d'intervention. Mais pour la majorité des gens, la géographie se limite à cette acquisition plus ou moins encyclopédique de savoir sur les lieux et les paysages, sur l'état du monde, des pays, des régions et la cartographie, à la bonne localisation des données plus ou moins disparates qui s'y rattachent. Pourquoi en serait-il autrement puisque c'est ainsi que les choses sont le plus souvent présentées dans l'enseignement?

La géographie des professeurs a ses qualités évidentes d'acquisition de connaissances et d'un certain sens de l'espace. En France, le système des concours de recrutement des enseignants perpétue cette tradition d'une formation académique qui ignore l'essentiel des enjeux de la discipline en cause. Ce type de formation n'est sans doute pas à rejeter, mais il prend toute la place et empêche le développement véritable d'une géographie appliquée, même si celle-ci existe, tout en étant toujours plus ou moins en recherche d'un statut ou d'une reconnaissance, comme nous le rappelle régulièrement un géographe comme Michel Philipponneau, qui publie, en 1960, son ouvrage *Géographie et action, introduction à la géographie appliquée*<sup>2</sup>.

Ailleurs, c'est souvent un certain refus du politique avec la faiblesse de l'esprit critique et la peur du débat qui semblent empêcher la géographie d'avoir sa pleine capacité d'action. Pourtant, les travaux de recherche et d'enquêtes ne manquent pas, mais ils s'arrêtent trop souvent là où l'application et l'action pourraient commencer. Ils laissent ainsi aux décideurs la quasi-exclusivité de l'usage de ce savoir; les géographes contribuent ainsi à renforcer leur pouvoir sans en fournir à ceux qui pourraient développer une alternative à leurs choix. Ils doivent assumer cette responsabilité.

## SAVOIR ET FAIRE SAVOIR

Si la géographie n'est pas ce qu'elle donne l'impression d'être, qu'attendent donc les géographes pour le dire, pour le prouver, pour que cela se voie, en changeant leur pratique? Ceux qui sont conscients de cette réalité et de cette nécessité d'une géographie moyen d'action sont sans doute trop peu nombreux, mais pourtant ils existent et parfois depuis longtemps, mais leur appel reste peu entendu. La revue *Autrement*, dans son numéro de janvier 1995, apporte sa contribution en ce sens : «Penser la terre. Stratégies et citoyens : le réveil des géographes». MORLIN, Élisabeth, dir. (1995) *Penser la terre. Stratégies et citoyens : le réveil des géographes*. Paris, Autrement (série «Mutations», n° 152), 248 p. (ISBN 2-86260-515-8) ISSN : 0751-0144

Une douzaine de géographes et quelques représentants d'autres disciplines, comme la sociologie, mais aussi des journalistes et même un général, montrent comment le recours au raisonnement géographique, avec tous les enjeux qu'il comporte, est un atout essentiel qui donne à la géographie sa pleine capacité d'observation, d'analyse et d'action. Ils soulignent en conséquence le rôle et la place que pourrait et devrait occuper ce savoir stratégique aux applications multiples et son utilité sociale évidente. Celui-ci n'existe pas uniquement au niveau politique et électoral (B. Giblin-Delvallet, *La géographie pour gagner les élections*, pp. 66-79), mais aussi pour les stratégies d'implantation des entreprises et l'action des multinationales (L. Carroué, *L'internationalisation de l'économie et son prix*, pp. 28-38; G. Faure, *Les Sogo-Shosha : du commerce au renseignement*, pp. 39-55; M.-B. Beaudet, *L'armée au secours des multinationales*, pp. 56-65). Il faut aussi considérer l'analyse spatiale des faits de santé, permettant des stratégies

---

d'intervention (J.-M. Amat-Roze et M. Gentilini, *La santé en cartes*, pp. 119-137) et aussi toutes les luttes urbaines ou autres qui ponctuent l'action de l'homme sur un territoire. Il faut donc une prise de conscience, un réveil des géographes pour élargir ce «petit nombre d'entre eux persuadés des grandes potentialités de la géographie» (Y. Lacoste, *avant-propos*, p. 12).

L'histoire du monde montre que la géographie moyen d'action, outil du pouvoir pour contrôler les territoires et les hommes, a toujours existé; elle était réservée à l'élite des décideurs qui donnaient à la discipline un rôle éminemment politique. Face à cette confiscation du savoir par les géographes, il y a bien longtemps, l'un d'entre eux, Élisée Reclus (1830-1905), estimait que «les citoyens devaient savoir eux aussi penser l'espace pour être en mesure de s'organiser et de se défendre» (p. 15).

La géographie peut mesurer les forces en présence et contribuer à modifier le rapport de force entre le pouvoir en place, détenteur traditionnel de l'information, et les citoyens intéressés. La participation de ceux-ci à la définition de leur cadre de vie prend alors tout son sens si elle permet de dépasser «le point faible d'une démocratie seulement représentative», alors que «tous les décideurs s'accordent publiquement sur la nécessité de la concertation et discrètement sur l'intérêt de ne la point pratiquer, de peur de voir leurs projets remis en question». Si la concertation existe, «elle reste au niveau des notables politiques et économiques» qui pratiquent «ce trompe-l'œil que constitue la procédure de déclaration d'utilité publique» et autres processus d'audiences publiques bien connus (R. Guglielmo, pp. 92-93). La participation véritable changerait les rapports de force entre les acteurs sur le terrain : peu de géographes semblent prêts à assumer cette «révolution». L'espace enjeu de pouvoirs, terrain d'affrontements d'intérêts divergents, voilà bien ce qu'ont refusé de considérer les géographes et ce que la plupart d'entre eux refusent toujours de considérer dans la pratique de leur discipline.

## LE SILENCE DES GÉOGRAPHES

Pourtant, le terrain y conduit presque inmanquablement. Il permet de saisir les problèmes, les besoins du milieu et les enjeux en cause. La vertu cardinale de la géographie n'est-elle pas son aptitude à coller au terrain, à en comprendre tous les usages, à en saisir toutes les formes d'appropriation. De ce fait comment peut-elle ignorer le politique, domaine où les acteurs se définissent souvent eux-mêmes comme des gens de terrain? C'est d'abord par sa connaissance approfondie du terrain que le géographe peut s'imposer face aux multiples intervenants en présence dans un territoire donné et face aux autres disciplines avec lesquelles il partage plus ou moins les mêmes objets d'étude.

On peut alors s'étonner du peu de réaction des géographes devant les transformations parfois brutales qui s'opèrent sous leurs yeux. C'est le constat que je peux faire après 25 ans de travaux géographiques sur la région de Québec qui

m'ont permis de montrer la capacité de la discipline comme outil d'intervention dans la plupart des dossiers touchant l'aménagement, le développement et le fonctionnement de la capitale et sa région. J'ai pu ainsi, au fil des années, remettre en cause l'implantation du parc industriel de la communauté urbaine, l'extension du port de Québec à partir de son site d'origine, l'utilisation des rives du Saint-Laurent, la politique du pôle de croissance, le choix automobile... proposer des alternatives aux schémas d'aménagement et de développement en vigueur, au plan de circulation, aux structures territoriales et politiques de l'agglomération et de la région... et montrer qu'il est possible de concevoir les choses autrement<sup>3</sup>. Cette géographie critique liée à l'action qui montre son efficacité pratique prend un tout autre intérêt que la géographie généralement véhiculée dans l'enseignement et n'a surtout pas grand-chose à voir avec elle, ni avec la géographie spectacle présentée au grand public à travers la télévision ou des magazines de prestige comme *Géo* ou *National Geographic*. Cette géographie où les citoyens se sentent concernés, car elle touche les problèmes vécus, ne peut éviter le politique, car elle met en cause l'action des décideurs.

Comment les géographes peuvent-ils taire cette réalité sans être plus ou moins complices du pouvoir dans ses manifestations les plus diverses et sans rester soumis aux intérêts dominants. L'objectivité consiste alors à parler et non à fermer les yeux et ne rien dire «sous prétexte d'objectivité scientifique» (Y. Lacoste, p. 23). Ceux qui savent peuvent se tromper, mais ils ne doivent pas pour autant se taire. «On a à faire connaître ce que l'on croit savoir» (O. Dollfus, p. 218) et j'ajoute, sans complexe par rapport aux autres disciplines. Il suffit de penser par exemple aux erreurs répétées des économistes pour s'en convaincre, et pour ne pas s'en laisser imposer par leur «compétence» et les mythes qui s'y rattachent. Si leurs exposés sont brillants, ils sont souvent contradictoires et surtout la plupart du temps démentis par les faits. La réalité géographique n'a pas à rougir en s'affirmant face à la théorie économique.

Trop rares sont les géographes qui, comme Michel Phlipponneau, ont «mauvaise conscience à demeurer silencieux»<sup>4</sup>. Il y a là un goût du risque que les géographes doivent assumer, en affrontant les réalités du terrain, en se soumettant aux critiques de ceux qui vivent les problèmes, en acceptant d'être démentis et contredits, et ainsi d'enrichir leurs analyses et leurs propositions qui ne le seraient pas autrement. Il s'agit souvent de débusquer le politique et ses choix derrière la technocratie et de démasquer ainsi les véritables enjeux.

Trop de travaux géographiques, bien que ne manquant pas d'intérêt et de sérieux, ne font que détourner l'attention des problèmes plus fondamentaux en cause. À titre d'exemple, évoquons les imposants travaux sur le potentiel d'utilisation des terres et des espaces tant ruraux qu'urbains au Canada dans les années 1960 et 1970, qui ont mobilisé une armada d'universitaires et d'étudiants, en particulier des géographes. Ceux-ci ont également travaillé sur le site de l'aéroport de Mirabel près de Montréal, multipliant les inventaires et les relevés d'utilisation du sol, sans jamais remettre en cause le choix du site qui était évidemment le vrai problème, comme l'ont montré les années qui ont suivi et le montre toujours le fonctionnement de cet aéroport. Ces travaux géographiques, aussi imposants et

---

rémunérateurs soient-ils pour les intéressés, ne font guère avancer la discipline dans le sens d'une plus grande crédibilité auprès des décideurs et des citoyens.

R. Guglielmo (pp. 80-94) montre l'importance du choix des sites et l'intérêt de l'analyse géographique pour éviter les erreurs que sont l'implantation du complexe industriel de Fos-sur-mer ou le projet d'extension du camp militaire du Larzac dans les années 1970, ainsi que quelques autres «ratés de l'aménagement», comme les grands ensembles ou les métropoles d'équilibre. Il faudrait évoquer aussi le projet de centrale nucléaire à Plogoff dans le Finistère breton face à l'océan, qui a mobilisé les citoyens pendant de longues années, tout comme la lutte menée par ceux de Portneuf et Lotbinière contre le projet de ligne électrique de l'Hydro-Québec<sup>5</sup>. Les géographes devraient être présents sur le front de ces luttes qui font sortir l'information et émerger des alternatives.

En restant en retrait par rapport à ses possibilités, en pratiquant d'une certaine façon une sorte de rétention d'information et de savoir, le géographe ne joue pas son rôle, niant en quelque sorte la nature même de sa discipline et la fonction démocratique qu'elle contient. Alors que contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays et ce qui a prévalu en ex-URSS, où le géographe n'avait pas la liberté de divulguer son savoir (R. Mnatsakanian, "Géographie et pouvoir en ex-URSS", pp. 108-112), là où cette possibilité existe, généralement il ne l'utilise guère ou en tout cas pas assez. Pourtant «les universitaires ont toute la liberté et même le devoir de publier, de dénoncer, de dire un certain nombre de choses... Mais il faut que les géographes se remuent, qu'ils se rendent compte que les problèmes politiques, les rivalités territoriales de pouvoir font partie de leur discipline» (Y. Lacoste, p. 214).

Ne plus être silencieux, c'est s'engager d'une façon ou d'une autre, en participant au débat, en le suscitant quand il est absent et en ne laissant pas les citoyens démunis face à l'évolution de leur environnement. Autrement dit, comme le fait remarquer Gilles Ritchot : «il faut que la géographie existe et que des géographes fassent de la géographie pour que certaines choses changent au mieux dans notre société»<sup>6</sup>. Et comme en écho à ses propos, citons *Autrement* (quatrième de couverture) : «Et si penser l'espace pour agir, à l'échelle planétaire ou locale, impliquait tout simplement de faire de la géographie, de recourir consciemment ou non à des raisonnements géographiques, avec tous les enjeux qu'ils comportent?»

Nous n'en sommes pas là, pourquoi?

## L'APPEL DES SIRÈNES ET LES CHEMINS DE LA DIVERSION

Périodiquement, des géographes appellent leur discipline à jouer pleinement son rôle, à prendre sa place, à montrer ses capacités; parfois, par leurs travaux et leur engagement politique, ils mettent en pratique la géographie qu'ils appellent de leurs vœux. Mais cette défense et cette illustration de la discipline ne semblent pas suffisantes pour modifier réellement les pratiques et les formations.

Cette géographie moyen d'action est souvent rejetée par ceux qui y voient une discipline qui se salit les mains et qui fait ainsi fausse route à leurs yeux; ils ont alors tendance à la regarder de haut en la dévalorisant. Pourtant, elle donne des résultats, en prenant souvent plus de risques avec moins de subventions, sans se parer d'une auréole de sérieux que confèrent trop facilement un langage et un comportement qui restent relativement inaccessibles aux yeux du profane. Sur le terrain, en partageant le savoir avec les citoyens, le géographe a l'obligation de chercher à obtenir des résultats, sous peine d'être vite disqualifié et rejeté. Cela s'impose sans doute plus que dans les laboratoires où la géographie peut rester douillettement enfermée.

Le message lancé par *Hérodote* il y a maintenant 20 ans a été finalement peu entendu, car il est exigeant : il s'agit d'affronter le terrain et ses embûches, démarche somme toute plus risquée que celle qui se contente du cercle rassurant des pairs et des experts. La géographie devient en effet menaçante, dangereuse même aux yeux de certains ("Attention géographie!", *Hérodote*, éditorial, n° 1, 1976, pp. 3-7).

Voilà la géographie qui veut montrer sa force, mais voici du même coup les géographes au pied du mur. C'en est trop pour certains, pour beaucoup même, qui préfèrent détourner le regard vers d'autres horizons, parfois même changer de nom et faire diversion de multiples façons. Saluons alors avec d'autant plus d'intérêt ce numéro de la revue *Autrement* qui pose une fois de plus le problème de la géographie.

Ainsi, certains géographes s'égarent dans le champ des disciplines voisines, à la recherche d'une plus grande crédibilité et d'une reconnaissance qu'ils ne se verront pourtant pas octroyées et qu'ils ne pourront sans doute jamais conquérir auprès de ceux qu'ils courtisent. À la recherche d'une formation plus solide, la spécialisation prématurée qu'ils veulent établir, dès les études de premier cycle, relève de la même démarche. D'autres ramènent trop la géographie à un arsenal technique de plus en plus sophistiqué où les outils sont nombreux, «une merveille à maîtriser, pour le meilleur et pour le pire», car ceux-ci sont «à la fois fascinants et dangereux» (*Autrement*, partie 2, P. Clergeot, M. Pousse, F. Tachon, R. Mnatsakanian, «Les outils, les instruments», pp. 139-191). Le danger est bien réel de voir l'outil devenir la finalité même de la discipline. Mais alors où est la frontière avec la géomatique par exemple, qui rassemble ces techniques et vole de ses propres ailes depuis quelques années? Pour la géographie, la survalorisation des techniques a tendance à dévaloriser la discipline. Ce sont pourtant les aspects techniques qui sont le plus souvent exposés quand la géographie se présente au grand public dans des opérations de type portes ouvertes, à l'Université ou ailleurs. Il est peut-être utile de rappeler que «n'est pas géographe toute personne qui s'intéresse aux problèmes spatiaux»<sup>7</sup>.

Parfois proposée, la formation éclatée, où la géographie physique, la géographie humaine, les méthodes et techniques avec les systèmes d'information géographique (SIG) constituent autant de filières spécialisées ayant plus de liens

---

avec les disciplines voisines qu'entre elles, conduit à l'implosion de la géographie, les forces centrifuges l'emportant sur les forces centripètes.

En cherchant en vain à livrer bataille sur le terrain des autres, les géographes ne savent plus se battre sur leur propre terrain, qu'ils laissent en friche ou à des mercenaires.

## **GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, GÉOGRAPHIE HUMAINE : MÊME COMBAT!**

Les voies de l'autodestruction sont nombreuses et il ne manque pas de géographes préférant casser l'outil qu'ils ont entre les mains plutôt que de devoir s'en servir réellement. C'est le cas de la géographie physique par exemple, quand elle préfère couper les ponts avec la géographie humaine plutôt que de chercher à en établir de nouveaux. Pourtant, il y a place pour une géographie physique qui n'aborde pas les phénomènes naturels, indépendamment de l'homme, de la société, de ses valeurs et de ses actions, une géographie qui ne peut s'en tenir à une observation passive des transformations du milieu physique qui nous entoure, une géographie physique qui n'ignore pas la dimension humaine de ses pratiques. Sans cette perspective, comment expliquer la transformation des littoraux, l'évolution de certains versants, des paysages et des sites; comment travailler sur les risques, les ressources, le développement durable; comment remettre en cause certains aménagements, faire prendre conscience des actions à mener pour la protection, la conservation ou la mise en valeur de certains espaces<sup>8</sup>. Patrick Pigeon, par exemple, nous montre comment le phénomène des glissements de terrain relève autant de la géographie physique que de la géographie humaine<sup>9</sup>. On voit ainsi certains géomorphologues s'impliquer dans les affaires municipales, comme Daniel Lagarec dans la région d'Ottawa-Hull ou Jacques Laugier à Angers qui a été conseiller municipal de 1977 à 1995 et est encore aujourd'hui élu du conseil régional. De son côté, Jean-Claude Dionne note l'intérêt d'une approche globale des problèmes dans la nature même de la discipline où la géographie physique et la géographie humaine ne peuvent s'ignorer mutuellement. Il invite «les géographes dits humains» à consulter les ouvrages de géographie physique pour être mieux armés quand ils traitent en particulier de questions d'environnement. Mais surtout, il en appelle à «une prise de conscience (car) ce qui constitue l'originalité de notre discipline est en train d'être absorbé par d'autres groupes, dont la compréhension du milieu naturel est loin d'égaler celle d'un géographe bien formé»<sup>10</sup>.

Si elle est géographie et qu'elle ne ferme pas les yeux sur les réalités qu'elle analyse, la géographie physique a tout autant un rôle politique à jouer que la géographie humaine. «Il s'agit de rétablir la géographie physique et humaine dans le statut qui durant des siècles fut le sien, celui d'un savoir politique»<sup>11</sup>. Il y a là un ferment d'unité de la discipline que ceux qui veulent placer des frontières entre ses composantes ne veulent pas considérer.



Dietrich Soyez, géographe, professeur à l'Université de Cologne, qui travaille depuis de nombreuses années sur le Québec et la Baie de James, montre bien dans ses travaux les liens entre la géographie physique et la géographie humaine, la perspective politique et la perspective scientifique et le rôle critique que doit jouer la géographie. Il suscite ainsi le débat autour des projets hydro-électriques du Grand Nord québécois, ce que n'ont pas su ou voulu faire les géographes physiciens du Centre d'études nordiques (CEN) de l'Université Laval, en le vidant, depuis quelques années, de toute perspective humaine, régionale et critique digne de ce nom. D. Soyez considère que les conflits de développement qu'il traite, nés de l'exploitation des ressources de régions périphériques, «sont d'un intérêt fondamental pour la géographie... surtout dans la perspective scientifique du potentiel de connaissance et de généralisation qu'apportent ces débats». Il s'étonne aussi de constater dans quelle faible mesure notre discipline a cherché à combler «les lacunes ainsi constatées dans la connaissance de ces problèmes». Il considère que «toute tentative en vue de limiter, dans le contenu et dans l'espace, le débat scientifique et politique, est aussi peu sensée qu'acceptable ou réalisable». En montrant la capacité de production de savoir de la géographie, il plaide aussi pour sa diffusion : «Ce n'est pas l'isolement mais l'ouverture, pas la rétention d'informations mais leur échange tout à fait libre, qui est ici la seule stratégie appropriée, et ceci, non seulement dans une perspective politique, mais surtout dans une perspective scientifique»<sup>12</sup>. À sa manière, c'est un appel au réveil des géographes pour qu'ils assument globalement les problèmes qui relèvent de leur discipline.

## PLAIDOYER POUR UNE DISCIPLINE

La défense que nous faisons ici pour la conception de la géographie décrite précédemment est celle pratiquée par l'auteur depuis une vingtaine d'années, véhiculée par *Hérodote* depuis presque le même temps et que rappelle *Autrement* par des contributions diverses, illustrant ce qu'est et surtout ce que pourrait être la géographie si «le réveil des géographes» devenait une réalité. Il s'agit sans doute d'un appel de plus pour une géographie différente, pour une discipline vivante qui joue pleinement son rôle «quand elle affirme clairement sa fonction critique au sens étymologique» (L. Carroué, p. 28). Béatrice Giblin pourrait insister, aujourd'hui comme hier, sur «le raisonnement géopolitique car il fut si longtemps exclu des préoccupations des géographes et si peu s'en soucient encore aujourd'hui qu'il importe de souligner son intérêt»<sup>13</sup>. Il faut cependant dire que plusieurs géographes se sont fait connaître en appliquant le raisonnement géopolitique, faisant de leur discipline un outil d'analyse et d'action, en s'engageant de multiples façons sur le terrain du politique et des luttes concrètes. Accaparés par la tâche, ils n'ont généralement pas tiré les leçons de leur expérience et traduit par des ouvrages généraux ou leur enseignement les pratiques qu'ils ont assurées parfois pendant de nombreuses années. Citons par exemple Raymond Dugrand à Montpellier, Michel Phlipponneau à Rennes, François Reitel à Metz; mais aussi Jean Billet à Grenoble qui travaille sur l'aménagement, l'environnement et le tourisme au sein du Conseil économique et social de la région Rhône-Alpes,

---

Claude Saunier qui préside le district urbain de Saint-Brieuc; sans oublier les nouveaux maires élus en 1995, comme Marylise Lebranchu à Morlaix et Raymond Couderc à Béziers. Aucun d'entre eux n'est présent dans ce numéro d'*Autrement*, alors que leur expérience mériterait d'être analysée<sup>14</sup>.

Finalement, assez peu de géographes s'y retrouvent, ce qui d'une certaine façon va bien dans le sens de notre constat. À ceux déjà nommés, il faut ajouter Paul Claval qui participe avec Olivier Dollfus et Yves Lacoste à une «table ronde imaginaire», présentant leur itinéraire de géographe et mettant en évidence l'évolution de la géographie (pp. 194-231). C'est Paul Claval qui présente une conclusion, sous le titre «Crise et renouveau de la géographie» (pp. 232-241). Mais en fait, il refait l'histoire de la géographie en rappelant quelques grands noms qui ont fait la renommée de la discipline depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle; il dresse un constat de la situation, des acquis et des évolutions, en particulier au cours des 30 dernières années. S'il semble reconnaître que «la géographie est faite pour ouvrir les yeux aux citoyens» (p. 241), Paul Claval ne se positionne guère par rapport aux pratiques géographiques évoquées précédemment en ce sens; il n'ouvre pas de perspectives nouvelles et ne touche pas aux blocages qu'il doit pourtant bien connaître. Sa «nouvelle géographie» consiste essentiellement à mieux prendre en compte les faits de relation et de circulation, «la mobilité des hommes, des informations et des biens» (p. 235) qui caractérisent le monde actuel, avec les contraintes naturelles, culturelles et environnementales, sans oublier «la part faite aux représentations collectives» et «l'accent sur la dimension vécue de l'expérience géographique» (p. 237). Si cette conception des choses ne pose pas problème en soi, elle ne reflète guère les problèmes et les pratiques que nous avons soulevés dans les pages qui précèdent. Paul Claval termine par des considérations générales sur les problèmes du monde contemporain et sur le fait somme toute banal que «la géographie est au cœur des problèmes du monde actuel» et qu'évidemment «elle a un rôle essentiel à jouer dans notre monde» (p. 240).

Bien sûr! mais qu'attendent donc les géographes pour mieux définir ce rôle, pour se réveiller face aux réalités des territoires qu'ils étudient et aux fonctions qu'ils peuvent prendre et qu'ils refusent trop souvent d'assumer?

Si, comme le constate Raymond Guglielmo, «les géographes n'ont dans l'ensemble guère été consultés» (p. 92), ils ne doivent pas en rester là et attendre qu'on vienne les chercher ou ne travailler que sur des projets conformes aux normes et desiderata des officiels bailleurs de fonds. Ils doivent devancer l'appel, s'imposer. À la question : jusqu'où la discipline doit-elle s'engager? La réponse pour moi est claire : jusqu'à faire ce qu'il faut pour être si possible entendu, écouté et compris. Depuis de nombreuses années dans la région de Québec, mes travaux ne vont guère dans le sens des politiques appliquées par les diverses autorités locales et régionales. Ils ne se seraient sans doute pas réalisés si j'avais attendu subventions et encadrements officiels pour les entreprendre; pire, ils auraient fort probablement conduit à des résultats différents, voire même opposés, pour les raisons que l'on sait. Enfin, mes travaux auraient eu peu d'impact si je n'avais pas pris les moyens de les faire connaître de diverses façons, révélant en même temps l'efficacité de la discipline. C'est ce que signale Yves Lacoste : «La géographie est un

outil de pouvoir formidable, ce dont les géographes universitaires ne se rendent pas compte. À partir du moment où un géographe sait cela, c'est rare qu'on ne vienne pas le trouver pour lui dire : qu'est-ce que vous pensez de cela, qu'est-ce qu'on pourrait faire?» (p. 214).

Toute une révolution est sans doute nécessaire si l'on en croit le jugement, probablement trop sévère, qu'Yves Lacoste porte sur la géographie française et quand il considère que les géographies allemande et américaine «ne sont pas brillantes», que les géographes anglais «passent leur temps à établir des rapports de corrélation entre tel ou tel paramètre mathématique et tel autre» et qu'encore aujourd'hui «les géographes canadiens découvrent le marxisme» (p. 228).

Il est vrai cependant qu'il existe un certain dynamisme de la géographie en France : il passe par la Maison de la géographie à Montpellier, le Festival international de géographie (FIG) de Saint-Dié-des-Vosges qui en est à sa sixième édition cette année, le *Dictionnaire géopolitique* et la parution de grands ouvrages de prestige, comme les différents tomes de la *Géographie Universelle*. Ces entreprises ne manquent pas d'envergure et d'intérêt. Si certaines, comme le FIG, peuvent permettre à bien des pratiques de se faire connaître et à des débats utiles de se développer, d'autres contribuent au renforcement d'une certaine idée de la géographie qui a évidemment sa place, mais qu'il faut par ailleurs remettre en cause à la lumière de ce qui a été exposé dans ce texte.

## NOTES

1 Raymond Giroux, "La géographie ne sert pas qu'à faire la guerre", *Le Soleil*, Québec, 8 mai 1995.

2 Michel Philipponneau (1960) *Géographie et action, introduction à la géographie appliquée*. Paris, A. Colin, 227 pages.

3 Cette démarche et ses résultats se retrouvent dans l'ouvrage de l'auteur intitulé *Essai de géopolitique urbaine et régionale, la comédie urbaine de Québec*. Montréal, Méridien, 2<sup>e</sup> édition, 1994, 654 pages.

4 Il dénonce le choix de la ville de Rennes en matière de transport en commun en site propre, le VAL (véhicule automatique léger), en démontrant par l'analyse géographique qu'il existe d'autres solutions mieux adaptées aux caractères et aux besoins de l'agglomération. *Le Val à Rennes*, p. 8, Nature et Bretagne, 1994, 174 pages.

5 "Hydro-Québec mise en échec : les leçons d'un combat exemplaire pour un nouveau type de développement", F. Hulbert, *Cahiers de géographie du Québec*, décembre 1994, 38(105) : 455-460.

6 "La comédie urbaine de Québec à guichets fermés", *Cahiers de géographie du Québec*, décembre 1994, 38(105) : 461-462.

Comme le fait aussi remarquer Gilles Ritchot à propos de l'étalement urbain : «la géographie, du moins si elle revendique un statut scientifique, doit d'abord chercher à comprendre le phénomène en question. Son premier devoir, à ce titre, est de fournir à la société une description objective de l'étalement urbain et, au mieux, d'élaborer une théorie capable de l'expliquer... il y a lieu d'espérer que l'apport disciplinaire contribuera davantage à la prise de décisions démocratiques... Il pourrait en résulter que l'action aménagiste soit moins contrainte, sous l'emprise de la méconnaissance, à l'impuissance» ("L'étalement urbain comme phénomène géographique : l'exemple de Québec", *Cahiers de géographie du Québec*, décembre 1994, 38(105) : 261-300).

- 
- 7 Giblin, Béatrice (1985) "Hérodote, une géographie géopolitique", *Cahiers de géographie du Québec*, septembre 1985, 29(77) : 283-294 (p. 289).
- 8 Raymond Guglielmo montre bien les erreurs et les échecs de nombreuses politiques «quand tous les paramètres d'une réflexion spatiale ne sont pas pris en compte» (*Autrement*, p. 80). Bernard Kalaora attire l'attention sur le fait que «la notion de littoral a beaucoup évolué», qu'elle est pratiquement devenue un concept et que «le littoral n'est plus un milieu purement physique» ("Rivages : un équilibre difficile", *Autrement*, pp. 113-118).
- 9 "Intérêt de l'approche géographique dans l'étude des risques liés aux glissements de terrain : le cas de la vallée des Dranses (Haute-Savoie, France)", *Cahiers de géographie du Québec*, avril 1993, 37(100) : 67-77.  
Daniel Delpuech montre aussi que «la gestion des crises consécutives à des catastrophes naturelles ou technologiques relevait de mécanismes complexes articulés autour des questions du savoir... savoir pour pouvoir prendre des décisions qui recueillent l'adhésion» (*Autrement*, pp. 96-97, "L'espace urbain et ses risques", pp. 95-107).
- 10 *Cahiers de géographie du Québec*, avril 1995, 39(106) : 135.  
Voir dans ce numéro les deux comptes rendus d'ouvrages de géographie physique rédigés par Jean-Claude Dionne : Paskoff, Roland (1994) *Les littoraux. Impact des aménagements sur leur évolution*. Paris, Masson, 2<sup>e</sup> édition, 256 p.; Pech, Pierre et Regnaud, Hervé (1992) *Géographie physique*. Paris, Presses universitaires de France (Coll. «Premier cycle»), 432 p.
- 11 "Hérodote, une géographie géopolitique", B. Giblin, *Cahiers de géographie du Québec*, septembre 1985, 29(77) : 283-294 (p. 294). Voir l'ensemble du numéro spécial dirigé par Rodolphe De Koninck sur le thème : "Idées, idéologies et débats en géographie". Voir aussi *Hérodote*, 33-34, 1984, "Les géographes, l'action et le politique", pp. 3-32.
- 12 Soyez, Dietrich (1995) "La Baie de James : faut-il rapatrier ou mondialiser le débat?" *Cahiers de géographie du Québec*, avril 1995, 39 (106) : 63-77 (p. 75).
- 13 Giblin, Béatrice (1985) *Op. cit.*, pp. 293-294; nous la suivons également quand elle évoque la nécessité de «sortir la géographie régionale de sa torpeur monographique et l'établir, elle aussi, dans le champ du savoir politique» (p. 293).
- 14 Dans les années 1970, Alain Reynaud souligne le fait que des géographes prennent position sur l'aménagement des villes, «mettant ainsi leur savoir au service de la collectivité» et qu'en France «les élections municipales de 1977 ont vu d'assez nombreux géographes pénétrer dans les conseils municipaux ("Géographie et théories politiques", *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, n° 29-30, 1977, pp. 5-10). Ce phénomène n'est peut-être pas entièrement nouveau puisque André Meynier fait remarquer que, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, «certains n'hésitent pas à tirer les conclusions de leurs études et à descendre dans l'arène politique pour faire admettre leurs conclusions» (*Histoire de la pensée géographique*, p. 181, Presses universitaires de France, Paris, 1969, 224 p.).